

Maitre d'ouvrage :



Mairie de NOYAL-MUZILLAC  
Place de la Mairie – 56190 NOYAL-MUZILLAC  
02.97.41.65.47

Opération :

## AMÉNAGEMENT ET SECURISATION DE LA RUE HAUTE

### REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché à procédure adaptée

Date limite des offres : **Mercredi 11 juin 2025 à 12h00**



**Ar'TOPIA**

PAYSAGE URBANISME INGENIERIE

1 Allée des Oriels 56000 VANNES

Tel 02 97 48 26 61 / Mail : ateliers@ar-topia.fr

Pièce n°

**1.1**

Pièces écrites

Version A

05/05/2025

Visé par YNI

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **SOMMAIRE**

Pages

<b>ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – CONDITIONS DU MARCHÉ .....</b>	<b>3</b>
2.1 - Mode de passation du marché .....	3
2. 2 - Décomposition des travaux.....	3
2. 3 - Compléments à apporter au C.C.T.P. ....	3
2. 4 – Variantes.....	3
Le marché ne comprend pas de variante imposée par le maître d'ouvrage. Les variantes libres ne sont pas autorisées.....	3
2. 5 – Prestations Supplémentaires Éventuelles .....	3
2. 6 - Coordinations.....	3
2. 7 - Délais d'exécution et tranches.....	3
2. 7 - Modifications de détails au dossier de consultation .....	3
2. 8 - Délai de validité des offres .....	3
2. 9 - Propriété intellectuelle des projets .....	3
2. 10 - Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense .....	3
2. 11 - Passation éventuelle d'un marché de reconduction.....	4
2. 12 – Nomenclature CPV .....	4
<b>ARTICLE 3 – MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 – PRÉSENTATION DES OFFRES .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 - JUGEMENT DES OFFRES/CRITERES .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 – NÉGOCIATION.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>8</b>

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation concerne :

**Les travaux d'aménagement et sécurisation de la rue Haute à NOYAL-MUZILLAC (56190)**

### **ARTICLE 2 – CONDITIONS DU MARCHE**

#### **2.1 - Mode de passation du marché**

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte, soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

#### **2. 2 - Décomposition des travaux**

Allotissement : **deux lots**

- Lot 1 : Terrassements, voiries, réseau d'eaux pluviales.
- Lot 2 : Espaces verts maçonneries et mobiliers

#### **2. 3 - Compléments à apporter au C.C.T.P.**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) sauf en cas de variante.

#### **2. 4 – Variantes**

Le marché ne comprend pas de variante imposée par le maître d'ouvrage. Les variantes libres ne sont pas autorisées.

#### **2. 5 – Prestations Supplémentaires Éventuelles : sans objet.**

#### **2. 6 - Coordinations**

La coordination SPS sera assurée par le coordonnateur mandaté par le Maître d'Ouvrage à cet effet.

#### **2. 7 - Délais d'exécution et tranches**

Le délai d'exécution est fixé dans le cadre d'un acte d'engagement et ne peut, en aucun cas, être changé, sauf en diminution.

#### **2. 7 - Modifications de détails au dossier de consultation**

L'entrepreneur ne peut apporter que des modifications mineures au projet, après accord du Maître d'Œuvre.

#### **2. 8 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours (cent vingt jours), à compter de la date limite de réception des offres.

#### **2. 9 - Propriété intellectuelle des projets**

Toute diffusion des plans et photos de la réalisation du projet devra mentionner obligatoirement le nom du concepteur.

#### **2. 10 - Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense**

Sans objet.

## **2. 11 - Passation éventuelle d'un marché de reconduction**

Sans objet

## **2. 12 – Nomenclature CPV**

TERRASSEMENT, VOIRIE : 45112500-0 / 45232410-9 / 45233140-2

MACONNERIE, ESPACES VERTS ET MOBILIERS 45112710 / 45233293

RESEAU D'EAUX PLUVIALES: 45232130-2/45232410-9/39350000-0

## **ARTICLE 3 – MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATIONS**

Le dossier de consultation est disponible uniquement par voie électronique en téléchargement sur le site : <https://marches.megalix.bretagne.bzh/>

Il est possible pour les candidats d'appeler l'assistance du site au : 02 23 48 04 54 (du lundi au vendredi de 9h00-12h30 et 14h00-16h30). Il est conseillé aux candidats de répondre au moins 4h avant l'heure limite de dépôt des offres.

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

### **Pièces écrites**

- 1 Règlement de la consultation ;
- 2 L'Acte d'engagement ;
- 3 C.C.A.P. : Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- 4 C.C.T.P. : Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- 5 B.P.U. : Bordereau des prix unitaires ;
- 6 D.Q.E. : Détail quantitatif estimatif ;

### **Pièces graphiques**

- 1 Plan de situation
- 2 Plan de l'état existant
- 3 Plan de voirie et des réseaux d'eaux pluviales
- 4 Plan des bordures et revêtements de voirie
- 6 Plan des plantations, mobiliers et signalisation
- 7 État des plantations
- 8 Carnet de coupes et détails

## **ARTICLE 4 – PRÉSENTATION DES OFFRES**

Le dossier à remettre par les candidats sera signé électroniquement et déposé sur le site avant le **mercredi 11 juin 2025 à 12 heures.**

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

### **Pièces relatives à la candidature :**

- Une **lettre de candidature DC1**
- La **déclaration du candidat DC2**, dûment remplie et signée, et les pièces qui y sont réclamées en fonction de la situation du candidat ;  
Les DC1 et DC2 peuvent être remplacés par le Document Unique de Marché Européen (DUME).
- Les certificats sociaux exigés en application des articles R 2143-3 à 4 du CCP.
- Copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire.
- Si l'entreprise envisage dès sa candidature de sous-traiter une partie de sa prestation, elle devra joindre aussi la déclaration du candidat, dûment remplie et signée par le sous-traitant (ou chacun des sous-traitants) ainsi que l'état annuel des certificats reçus, lequel peut être remplacé par les certificats sociaux et fiscaux qui y sont réclamés.

- Les Certificats de qualification et références de leur entreprise pour des opérations similaires en Terrassement, Voirie et Réseaux, espaces verts et mobilier.
- L'attestation d'assurances « individuelle de base » et « décennale Entrepreneur » en cours de validité (c'est-à-dire justifiant le paiement des primes pour la période en cours).
- Les éventuels cotraitants et sous-traitants devront fournir les mêmes justificatifs.

Pièces relatives à l'offre (datées et signées par le(s) représentant(s) qualifié(s) du prestataire) :

- Acte d'engagement (AE) : cadre ci-joint à compléter
- C.C.A.P. (à accepter sans modification)
- C.C.T.P. (à accepter sans modification)
- BPU et DQE : cadre ci-joint à compléter sans modification.

Un mémoire technique justificatif des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entrepreneur et notamment les éléments demandés à l'article 5. Une attention particulière sera apportée à la présentation générale du mémoire (compréhension, présentation, lisibilité, ...).

## **ARTICLE 5 - JUGEMENT DES OFFRES/CRITERES**

Le Maître d'ouvrage choisit librement l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse sur la base de :

### **1- Prix des prestations noté sur 40 points**

La note attribuée à chaque candidat sera obtenue par application de la formule suivante :

Note du candidat =  $40 \times (\text{Prix le plus bas} / \text{prix proposé par le candidat})$

### **2- Valeur technique notée sur 60 points.**

La note attribuée à chaque candidat tiendra compte des éléments suivants :

Sous-critère n°1 : Moyens matériels et humains (note sur 15 points)

- Moyens humains affectés aux travaux, avec effectifs prévisionnels pour la réalisation des différentes phases du chantier ;
- Expérience et formation du personnel encadrant ;
- Organigramme de chantier ;
- Moyens matériels affectés ;

Sous-critère n°2 : Méthodologie et organisation des travaux dans le respect des contraintes du site et des spécificités du projet : (note sur 20 points)

- Compréhension du contexte des travaux et analyse des contraintes et des difficultés propres au chantier.
- Description des méthodes d'exécution pour les principaux postes de travaux
- Organisation générale du chantier (livraisons, base vie, sécurité, clôture et signalisation...)

Sous-critère n°3 : Contrôle qualité - Approche environnementale (note sur 10 points)

- Description des principaux matériaux, fournisseurs et fournitures, conformité au CCTP

- Prise en compte de l'intégration des contraintes environnementales : recyclage, réutilisation de matériaux, approvisionnement local, optimisation des temps de transports
- Qualité des mesures prises pour garantir la santé, la sécurité du chantier et la protection de l'environnement.

Sous-critère n°4 : Planning d'exécution et délai (note sur 15 points)

- Proposition d'un planning détaillé, délai et cohérence avec la conduite du chantier en fonction des contraintes liées au site (RD, site touristique, etc...).

En cas de discordance constatée dans l'offre d'un entrepreneur candidat entre les prix forfaitaires et unitaires, les indications portées en lettres sur ces derniers documents prévaudront et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Si le détail estimatif comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, elles seront également rectifiées.

Pour le jugement de consultation, le montant qui figurera à l'article 4 de l'acte d'engagement sera aligné sur le montant du détail estimatif rectifié comme indiqué ci-dessus.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

**Tribunal administratif de Rennes\***  
3, Contour de la Motte – CS 4416 35 044 RENNES  
Tél. : 02 23 1 28 28 télécopie : 02 99 63 56 84  
Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.
- Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal Administratif de Rennes.
- En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est le Tribunal Administratif de Rennes.

## **ARTICLE 6 – NÉGOCIATION**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité d'engager des négociations avec toutes les entreprises ou une partie des entreprises ayant remis une offre conforme.

La négociation peut porter sur l'ensemble des éléments financiers et/ou techniques de l'offre des candidats admis à négocier.

Elle s'organise de la manière suivante : Les entreprises sont invitées à remettre leur nouvelle offre sur la même plateforme de dématérialisation de la consultation.

Toute évolution technique ou financière d'une offre intervenant en cours de négociation a une valeur contractuelle et sera formalisée dans un nouvel acte d'engagement et/ou additif à l'offre technique du candidat.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R 2143-3 à R2143-12.

## **ARTICLE 7 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES**

Les candidats ont l'obligation de remettre ou d'envoyer leur offre sous forme dématérialisée. La transmission des offres par courrier électronique et papier n'est pas autorisée.

Les candidats ayant transmis leurs plis par voie dématérialisée peuvent faire parvenir au pouvoir adjudicateur une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.

Cette copie de sauvegarde est destinée à se substituer à l'offre transmise par voie électronique, en cas de défaillance du système informatique ou de détection d'un virus. Cette copie de sauvegarde doit respecter les exigences énoncées dans le présent document. Elle devra notamment être transmise sous pli scellé et comporter obligatoirement la mention « copie de sauvegarde ».

Les documents signés électroniquement seront au format « PDF ».

La signature est au format PAdES, XAdES ou CAdES. Le format PAdES est à privilégier car il intègre le jeton de signature au sein du document PDF.

La signature électronique implique l'utilisation d'un certificat de signature électronique (conforme à l'Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique). Il doit être détenu par une personne ayant capacité à engager le candidat dans le cadre de la consultation, il doit être validé lors de la signature.

Attention, un dossier compressé signé ne vaut pas signature de chaque document contenu dans le dossier, et une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

Concernant les conditions de présentation des plis électroniques, elles sont identiques à celles exigées auparavant pour les réponses sur support papier. Chaque transmission

fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00)

Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les offres devront être transmises avant la date et l'heure limite de remise des offres.

L'heure limite retenue pour la réception de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les fichiers devront impérativement être présentés sous l'un de formats suivants : .PDF, .doc, .docx, .xlsx, .xls, ppt, jpeg, jpg, gif, csv, eps, rar, zip, rtf, pps.

Pour répondre sous format électronique, la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer son offre.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Dans le cadre d'offres groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

La date limite de réception des offres figure sur la page de garde du présent document.

Les dossiers qui seraient remis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ne seront pas retenus.

## **ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Tout renseignement complémentaire qui serait nécessaire à la préparation des offres peut être demandé au plus tard huit jours avant la date limite du dépôt des offres par voie électronique sur <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

Pour la computation du délai de huit jours précités, le point de départ est la date de réception par le pouvoir adjudicateur de la demande de renseignement.

Dans un souci d'égalité de traitement des candidats, les réponses seront communiquées à l'ensemble des candidats simultanément.